ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 28 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "classant dans la catégorie des armes de guerre les armes de guerre transformées en armes de chasse ou de sport ainsi que certaines armes dites "démilitarisées" et dans la catégorie des armes de défense certaines armes rendues impropres à l'usage", a donné le 3 octobre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e juli 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot indeling bij de categorie oorlogswapens van de tot jacht- of sportwapens omgebouwde oorlogswapens alsmede van bepaalde zogenaamde "gedemilitariseerde" wapens en bij de categorie verweerwapens van bepaalde onklaar gemaakte verweerwapens", heeft de 3e oktober 1983 het volgend advies gegeven :

I. OBJET ET FONDEMENT LEGAL DU PROJET.

Le projet d'arrêté royal trouve son fondement dans l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions :

> "Sont réputés armes prohibées : les poignards et couteaux en forme de poignard, à l'exclusion des couteaux de chasse, les cannes à épée et cannes-fusils, les casse-tête, les fusils pliants d'un calibre supérieur au calibre 20, les fusils dont le canon ou la crosse se démonte en plusieurs tronçons, et toutes armes offensives cachées ou secrètes qui ne seraient pas réputées armes de défense ou armes de guerre.
>
> Sont réputés armes de défense : les pistolets, les revolvers et les pistolets automatiques.
>
> Sont réputées armes de guerre, à l'exclusion des pistolets et des revolvers, toutes armes à feu rayées ou armes blanches qui sont propres à servir à l'armement de troupes.
>
> Sont réputées armes de chasse ou de sport, celles qui ne se classent dans aucune des catégories ci-dessus.
>
> Un arrêté royal classera dans une des catégories indiquées ci-dessus les armes dont le type serait douteux".

L'arrêté en projet tend à maintenir dans leurs catégories respectives certaines armes de guerre et certaines armes de défense qui ont été modifiées d'une manière non définitive et à déclasser d'autres armes de guerre ou de défense qui ont subi des changements précis déterminés par le Ministre et en principe irréversibles. C'est à la suite des modifications qui leur sont apportées, que ces armes deviennent d'un type douteux. Aussi pour ce motif, le Roi est-il habilité à les classer conformément à l'article 3, alinéa 5, de la loi du 3 janvier 1933.

\+

\+ \+ .../...

II. OBSERVATION GENERALE.

L'ordre des dispositions gagnerait à être modifié. En effet, l'arrêté en projet tend à admettre le déclassement des armes de guerre ou de défense visées à l'article 3 du projet parce que les modifications qui leur sont apportées les excluent définitivement de leur catégorie d'origine. Selon le fonctionnaire délégué, ces armes tombent dès lors dans la classe des armes de chasse ou de sport puisque, selon l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933, "sont réputées armes de chasse ou de sport, celles qui ne se classent dans aucune des catégories ci-dessus".

Tel qu'il est rédigé, l'article 3 de l'arrêté en projet est d'ailleurs imprécis car il laisse dans le doute le point de savoir si les armes qu'il énumère deviennent des armes de chasse ou de sport, ou si elles perdent même la qualité d'arme.

Les articles 1er et 2 concernent toutes les autres armes de guerre ou de défense qui ont subi un changement tel qu'elles devraient être exclues de leur catégorie respective. Elles peuvent cependant toujours être remises en leur état d'origine par simple élimination de ce changement. En d'autres termes, les modifications apportées à ces armes ne sont pas "irréversibles".

Un nouveau texte sera proposé ci-après pour l'ensemble de l'arrêté en projet.

\+

\+ \+

.../...

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

1. L'intitulé de l'arrêté en projet est long, mais aussi incomplet dans la mesure où il résume les articles 1er et 2, et omet l'exception importante que constitue l'article 3.

2. A l'article 1er, la notion d'armes à feu de guerre dites "démilitarisées" est très peu claire. Alors que, dans cet article, il s'agit d'armes "dites démilitarisées", l'article 3, 1° et 2°, vise des armes effectivement démilitarisées.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, la "démilitarisation" d'une arme de guerre consiste à la rendre inapte au tir de toute munition d'arme de guerre. Les munitions font l'objet de l'article 15 de la loi du 3 janvier 1933.

Il est en conséquence proposé de retenir le critère de "l'inaptitude au tir de toute munition d'arme de guerre", critère plus précis que celui qu'utilise le projet. Cette précision est d'autant plus nécessaire que la disposition est assortie de sanctions pénales.

+

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'arrêté en prcjet :

"ARRETE ROYAL RELATIF AU CLASSEMENT DE CERTAINES ARMES DE GUERRE OU DE DEFENSE QUI ONT SUBI DES MODIFICATIONS.

- - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment l'article 3, alinéa 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Affaires économiques,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

A la condition que le poinçon ci-après reproduit

(...)

ait été apposé par le Banc d'épreuves des armes à feu sur les pièces sujettes à contrôle, les armes suivantes sont classées dans la catégorie des armes de chasse ou de sport :

1° les armes à feu de guerre à un coup, à répétition ou semi-automatiques, lorsque leur inaptitude au tir de toute munition d'armes de guerre résulte de la suppression des parois de la chambre sur toute la longueur de celle-ci et sur 180 degrés, ou de la disparition des rayures sur toute la longueur du canon;

2° les armes à feu de guerre automatiques lorsqu'elles ont été rendues définitivement inaptes au tir de toute munition d'armes de guerre, conformément aux dispositions particulières relatives à ce type d'armes;

3° les armes de défense lorsqu'elles ont été rendues définitivement inaptes au tir de toute munition d'armes de défense, conformément aux dispositions particulières relatives à ce type d'armes.

.../...

Le Ministre qui a dans ses attributions le contrôle et la surveillance du Banc d'épreuves des armes à feu arrête les dispositions particulières visées à l'alinéa 1er, 2° et 3°.

Article 2.-

Restent rangées dans la catégorie des armes de guerre :

1° les armes à feu de geurre dont la chambre est adaptée aux dimensions d'un calibre de chasse ou de sport mais dont le diamètre du canon reste inchangé;

2° les armes à feu de guerre qui ont été rendues inaptes au tir de toute munition d'armes de guerre, sans toutefois qu'elles satisfassent aux conditions fixées par l'article 1er.

Article 3.-

Restent rangées dans la catégorie des armes de défense, les armes de défense autres que celles qui sont visées à l'article 1er, 3°, lorsqu'elles ont subi une modification de nature à les rendre inaptes à l'usage et que, par un moyen quelconque, elles peuvent être rendues à nouveau aptes au lancement d'un projectile solide, liquide ou gazeux capable de réduire une personne à l'impuissance, même momentanément.

Article 4.-

Tout particulier qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, détient une arme visée à l'article 2 ou à l'article 3, doit introduire, dans les deux mois, la demande d'autorisation de détenir une telle arme.

.../...

Article 5.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ..., le ...

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Affaires économiques".

I. DOEL EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp van koninklijk besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie :

> "Worden geacht verboden wapenen te zijn : dolken en dolkmessen, met uitsluiting van jachtmessen, degenstokken en geweerstokken, knotsen, vouwgeweren boven kaliber 20, geweren waarvan de loop of de kolf in verschillende delen kan worden uiteengenomen en alle verdoken of geheime aanvalswapenen die niet als verweerwapenen of oorlogswapenen mochten beschouwd zijn.
>
> Worden geacht verweerwapenen te zijn : pistolen, revolvers en automatische pistolen.
>
> Worden geacht oorlogswapenen te zijn : met uitzondering van pistolen en revolvers, alle vuurwapenen met getrokken loop of blanke wapenen die kunnen dienen voor de bewapening der troepen.
>
> Worden geacht jacht- of sportwapenen te zijn : die welke tot geen van bovenstaande categorieën behoren.
>
> Wapenen van twijfelachtig model worden bij koninklijk besluit in een van bovenstaande categorieën gerangschikt".

Het ontwerp-besluit strekt ertoe sommige oorlogswapens en sommige verweerwapens waaraan wijzigingen zijn aangebracht die ongedaan gemaakt kunnen worden, in hun respectieve categorieën ingedeeld te laten en andere oorlogs- of verweerwapens die bepaalde, door de Minister vast te stellen en in beginsel onomkeerbare wijzigingen hebben ondergaan, bij een andere categorie in te delen. Die wapens gaan als gevolg van de wijzigingen die eraan worden aangebracht tot een twijfelachtig model behoren. De Koning kan ze dan ook indelen overeenkomstig artikel 3, vijfde lid, van de wet van 3 januari 1933.

\+

\+ \+

II. ALGEMENE OPMERKING.

Het zou goed zijn als de volgorde van de bepalingen werd gewijzigd. Het ontwerp-besluit wil immers de in artikel 3 van het ontwerp bedoelde oorlogs- of verweerwapens bij een andere categorie indelen omdat ze door de wijzigingen die eraan worden aangebracht voorgoed buiten hun oorspronkelijke categorie vallen. Volgens de gemachtigde ambtenaar vallen die wapens dan ook onder de klasse van de jacht- of sportwapens, aangezien artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 bepaalt dat : "worden geacht jacht- of sportwapens te zijn, die welke tot geen van bovenstaande categorieën behoren".

Zoals artikel 3 van het ontwerp-besluit is geredigeerd, is het trouwens onnauwkeurig daar het in het ongewisse laat of de wapens die het opsomt jacht- of sportwapens worden, dan wel of zij zelfs niet meer als wapens worden aangemerkt.

De artikelen 1 en 2 hebben betrekking op alle andere oorlogs- of verweerwapens die een zodanige verandering hebben ondergaan dat zij buiten hun respectieve categorie zouden moeten vallen. Toch kunnen zij steeds in hun oorspronkelijke staat worden hersteld door gewoon die verandering ongedaan te maken. Met andere woorden, de wijzigingen die aan die wapens zijn aangebracht zijn niet "onomkeerbaar".

Verderop in dit advies wordt een nieuwe tekst voorgesteld voor het ontwerp-besluit in zijn geheel.

\+

\+ \+

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

1. Het opschrift van het ontwerp-besluit is lang maar ook onvolledig doordat het de artikelen 1 en 2 samenvat maar de belangrijke uitzondering die artikel 3 vormt, veronachtzaamt.

.../...

2. In artikel 1 is het begrip "de zogenaamde gedemilitariseerde oorlogswapens" weinig duidelijk. Terwijl het in dit artikel gaat om "zogenaamde gedemilitariseerde wapens", heeft artikel 3, 1° en 2°, betrekking op effectief gedemilitariseerde wapens.

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen bestaat de "demilitarisering" van een oorlogswapen erin dat het ongeschikt wordt gemaakt om enigerlei munitie voor oorlogswapens af te schieten. De voorschriften in verband met munitie zijn vervat in artikel 15 van de wet van 3 januari 1933.

Bijgevolg wordt voorgesteld "het ongeschikt zijn voor het afschieten van enigerlei munitie voor oorlogswapens" als maatstaf te nemen, welke maatstaf trouwens nauwkeuriger is dan die welke het ontwerp hanteert. Een zodanige verduidelijking is des te noodzakelijker daar aan de bepaling straffen zijn verbonden.

+

Voor het ontwerp-besluit in zijn geheel wordt de volgende tekst voorgesteld.

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE INDELING VAN SOMMIGE OORLOGS- OF VERWEERWAPENS DIE WIJZIGINGEN HEBBEN ONDERGAAN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 3, vijfde lid;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Economische Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Mits het hierna afgebeelde merk

(...)

door de Proefbank voor vuurwapens aangebracht is op de stukken die aan controle onderworpen zijn, worden de volgende wapens ingedeeld bij de categorie van jacht- of sportwapens :

1° oorlogsvuurwapens met één kogelschot, repeteeroorlogsvuurwapens of halfautomatische oorlogsvuurwapens, wanneer zij door wegneming van de kamerwand over zijn gehele lengte en over 180 graden of door verwijdering van de trek over de gehele lengte van de loop, ongeschikt zijn gemaakt voor het afschieten van enigerlei munitie voor oorlogswapens;

2° automatische oorlogsvuurwapens wanneer zij, overeenkomstig de bijzondere voorschriften betreffende dat wapentype, voorgoed ongeschikt zijn gemaakt voor het afschieten van enigerlei munitie voor oorlogswapens;

3° verweerwapens wanneer zij, overeenkomstig de bijzondere voorschriften betreffende dat wapentype, voorgoed ongeschikt zijn gemaakt voor het afschieten van enigerlei munitie voor verweerwapens.

De Minister tot wiens bevoegdheid de controle en het toezicht op de Proefbank voor vuurwapens behoren, stelt de in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde bijzondere voorschriften vast.

.../...

Artikel 2.-

Bij de categorie van oorlogswapens blijven ingedeeld :

1° oorlogsvuurwapens waarvan de kamer is aangepast aan de afmetingen van een kaliber van een jacht- of sportwapen, maar waarvan de diameter van de loop ongewijzigd is gebleven;

2° oorlogsvuurwapens die ongeschikt zijn gemaakt voor het afschieten van enigerlei munitie voor oorlogswapens, doch niet voldoen aan de bij artikel 1 gestelde voorwaarden.

Artikel 3.-

Bij de categorie van verweerwapens blijven ingedeeld de andere verweerwapens dan die welke in artikel 1, 3°, zijn bedoeld, wanneer zij een zodanige wijziging hebben ondergaan dat zij onbruikbaar zijn geworden maar door enigerlei middel opnieuw geschikt kunnen worden gemaakt voor het afschieten van een vast, vloeibaar of gasvormig projectiel dat een persoon, zelfs tijdelijk, machteloos kan maken.

Artikel 4.-

Elke particulier die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit een in artikel 2 of in artikel 3 bedoeld wapen in zijn bezit heeft, moet binnen twee maanden een aanvraag indienen om een zodanig wapen in zijn bezit te hebben.

Artikel 5.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ... ,...

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.